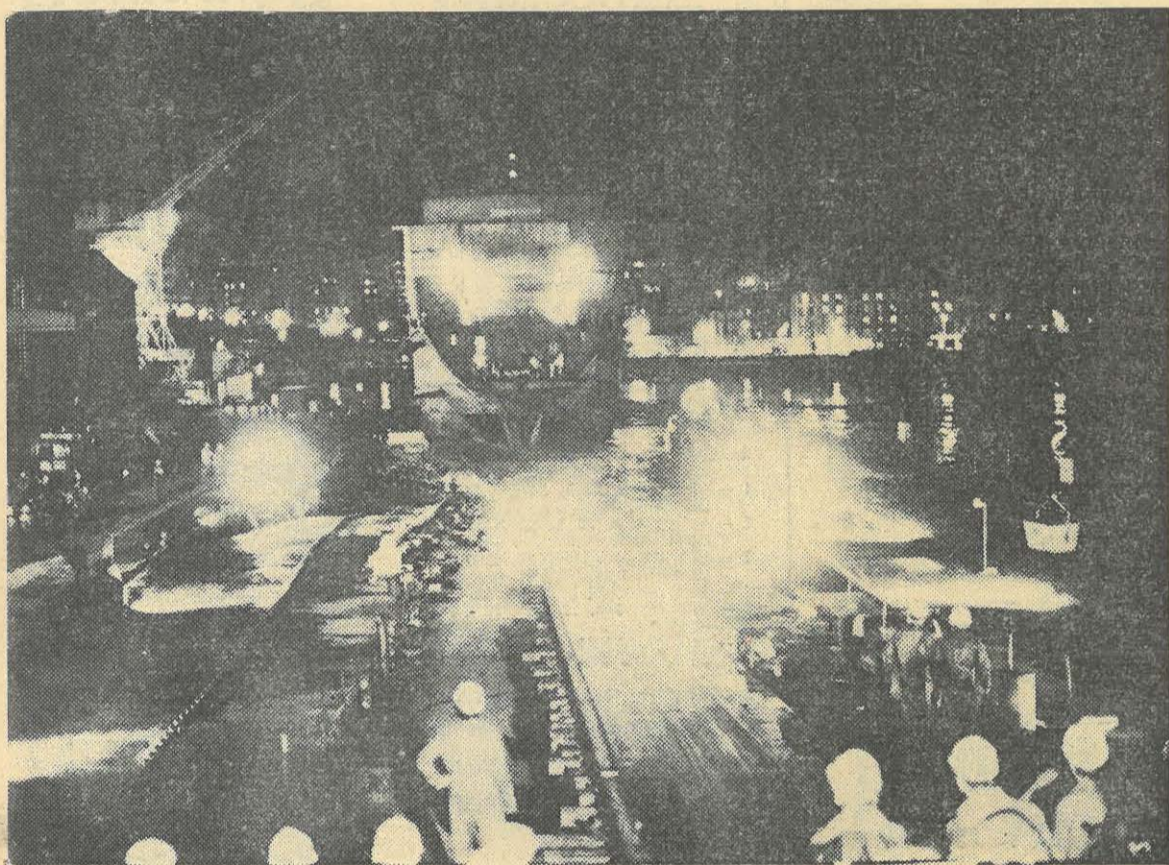


LOIRE ATLANTIQUE **Les nouvelles**

Hebdomadaire départemental du Parti Communiste Français - Numéro 304 - 19 Janvier 1984 - Prix 1 F.

NAVALE UNE DÉLÉGATION D'ÉLUS NAZAIRIENS A MATIGNON



Ne pas laisser saborder notre industrie

Une déclaration de Gilles BONTEMPS

Confirmations et démentis se succèdent à propos des quatre Grumiers « Delmas Vieljeux ».

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français tient à réaffirmer sa volonté de voir ces quatre navires construits en France, comme l'ont exprimé les élus communistes, ainsi que l'a rappelé Jean Perraudeau, qui participait à la délégation à Matignon, et ce au moment où la Direction des Chantiers Nord-Méditerranée annonce son intention de supprimer entre 3 000 et 5 000 emplois, de remettre en cause les sites, etc.

Une telle orientation serait un véritable coup porté à cette industrie de pointe qu'est la construction navale et à l'ensemble de la filière maritime, alors qu'un marché impor-

tant existe qui commande au contraire le développement cohérent d'une filière nationale des activités maritimes.

Dans ce sens d'ailleurs, le gouvernement a récemment réaffirmé qu'aucun Chantier ne serait supprimé.

La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français refuse ce plan liquidateur, se prononce contre tout licenciement et toute fermeture de site dans la construction navale.

Elle apporte son soutien à l'action des travailleurs, dans ce sens, et considère que le gouvernement doit faire preuve d'une plus grande fermeté contre cette entreprise de casse, ce qui passe en premier lieu par le refus d'accorder la licence d'exporta-

tion à l'armateur Delmas Vieljeux et donc par la construction des quatre Grumiers par les Chantiers français.

Comme il avait été convenu au Conseil municipal de Saint-Nazaire (voir « Les Nouvelles » du 22-12-83), une délégation des élus de gauche, composée de Claude Evin, Joël Batteux, Jean Perraudeau et Olivier Richard, a été reçue par le Directeur de Cabinet du Premier Ministre et deux de ses collaborateurs. Nous avons demandé à Jean Perraudeau de nous donner ses impressions après cette rencontre.

La question cruciale posée était : est-ce que la société Delmas-Vieljeux va passer commandes dans les chantiers français et notamment à Alstom-Atlantique ? Et, le gouvernement va-t-il mettre tout en œuvre pour qu'il en soit ainsi ?

La délégation a montré les conséquences néfastes sur l'emploi et l'économie régionale si ces commandes étaient passées à l'étranger. A ce jour, le gouvernement n'avait pas accordé la licence à Delmas-Vieljeux pour la construction dans les chantiers yougoslaves.

Bien sûr, les représentants du Premier Ministre ont été attentifs aux explications des élus de Saint-Nazaire. Mais malheureusement, ils n'ont donné aucune garantie sur ces commandes, ni sur l'avenir de l'emploi dans la construction navale, même si il a été affirmé que Saint-Nazaire serait moins concerné que les autres sites dans le cadre de restructurations. C'est une bien maigre consolation.

L'action des travailleurs est donc indispensable et urgente pour inverser la tendance à la baisse des effectifs et à la réduction de la production programmées par le patronat et la droite.

Car cette situation n'est pas fatale. Le carnet de commandes mondiales n'est pas en chute libre. Les statistiques le prouvent. Le journal « Les Echos » du 2-1-84 dit que l'augmentation en tonnes de port en lourd a été de 64 % en 1983, et ce journal ajoute : « Les chantiers européens sont passés à côté de la reprise ».

Alors, pourquoi les dirigeants des chantiers français ont-ils laissé passer l'occasion ? La question mérite d'être posée avec force après la parution dans le journal « Le Marin » du 16 décembre 83 d'un article dont voici un extrait :

« L'un des négociateurs du contrat de la Delmas ne cache pas son étonnement : « Les Yougoslaves », dit-il, sont venus avec un catalogue et des calques. Nous avons choisi le modèle type correspondant le plus à nos spécificités. Et puis, nous avons ensemble allongé ici, approfondi là. Jamais il n'a été question de frais d'étude puisque, sur catalogue, le bateau était déjà réalisé à 90 %. En revanche, les Français sont arrivés les mains dans les poches, ils nous ont parlé d'ordinateur, d'équipe de dessinateurs à mettre au travail. Bref, de frais d'étude disproportionnés avec la simplicité du bateau ».

Des opérations financières sont jugées plus rentables que les opérations industrielles, comme par exemple les 3,5 milliards que le groupe Alstom place dans les banques et que la section de Saint-Nazaire du Parti a dénoncé.

Mais à quel prix pour la France, à quel prix pour les familles, qui sentent la menace du chômage.

Ce sont ces arguments que j'ai eu l'occasion de développer devant nos interlocuteurs.

La vocation maritime de notre pays et de notre façade atlantique a été affirmée avec conviction par Pierre Mauroy à Nantes, l'année dernière.

Céder aux pressions du patronat qui vise à porter un coup sévère à notre industrie pour mieux favoriser un retour de la droite au pouvoir, serait un bien mauvais service rendu aux travailleurs et à la gauche elle-même.

Les travailleurs ont leur mot à dire. Il n'y a pas d'autre solution pour remettre les pendules à l'heure de mai 1981. Leur action est garante de leur avenir.

Rencontre des fédérations du Parti Communiste et du Parti Socialiste

TOUT FAIRE POUR FAVORISER LA MOBILISATION DES GENS

Dans la logique des décisions prises à l'issue de la rencontre P.C.-P.S. au plan national le 1-12-83 à Paris, les deux fédérations de Loire-Atlantique se sont rencontrées le 17-1-84. Cette réunion était la conclusion de réunions préalables entre les deux organisations.

Lors d'une conférence de presse commune, les deux fédérations ont souligné

qu'après « un examen détaillé de la situation politique, économique et sociale », elles avaient convenu de plusieurs initiatives en direction des points les plus sensibles :

- la construction navale,
- le secteur du bâtiment et des travaux publics,
- la poursuite de l'action engagée en faveur de l'école publique,
- campagne commune

dans les entreprises pour populariser les lois sur les nouveaux droits des travailleurs et en favorisant l'application, — campagne commune contre la renaissance des idées fascistes et racistes.

Les deux fédérations ont notamment souligné que « de 1974 à 81, la France a perdu 680 000 emplois industriels,

(Suite page 8)

Cinéma
"les Club"

76, AVENUE
DE LA REPUBLIQUE
SAINT-NAZAIRE
TEL. -53-41

Tous les jours
matinées et soirées
Tarif réduit
jeudi et lundi
pour tous

RUE
BARBARE

(int. - 13 ans)
13 h 50, 16 h 20
19 h 50, 22 h 20

Les dents
de la mer III

relief - dolby-stéréo
14 h - 16 h 25
20 h - 22 h 25

CANICULE

(int. - 13 ans)
14 h, 16 h 25,
20 h, 22 h 25,

Jusqu'à dimanche
LE BON
PLAISIR

13 h 50 - 16 h 20
19 h 50 - 22 h 20

Lundi - mardi
A LA
POURSUITE
DE L'ÉTOILE

14 h 15 - 20 h 15
Mardi 20 h 15 : Soirée
patronnée par l'Union
des Femmes Françaises

LES
KORRIGANS

8, avenue de la
République
ST-NAZAIRE
Tél. 22.44.79

Ronde
de nuit

Tchao
pantin

LE CHOIX
DES
SEIGNEURS

A nos
amours

ET VOGUE
LE NAVIRE

Gaumont

CLAUDE NEUJAR présente **RICHARD BERRY**
La Trace
Poème gravé dans le métal
des éléments... « La Trace »
retrouve, au pas lent du colporteur,
le rythme épique des
« Cheyennes » de John Ford.
La Point (J.M. Fradan)
UN FILM DE
BERNARD FAVRE
ÉCRIT PAR BERNARD FAVRE
ET BERTRAND TAVERNIER
UNE COPRODUCTION NEF DIFFUSION S.A. - NICKEL ODEON PRODUCTIONS - LITTLE BEAR - HACHETTE PREMIÈRE - FR3 -
CINÉTHÈQUE TÉLÉVISION SUISSE ROMANDE. UNE DISTRIBUTION HACHETTE-FOX DIFFUSÉE PAR FOX-HACHETTE DISTRIBUTION.

GAUMONT — KATORZA

P'TIT CON
le nouveau
film
de **GÉRARD LAUZIER**

UGC APOLLO
5 SALLES • 5 FILMS

CANICULE

(int. - 13 ans)

LE BON PLAISIR

Les dents de la mer - III
RELIEF

Blanche-neige
et les sept nains

TCHAO PANTIN

Les films de la semaine

● **LA TRACE.** — Un film de Bernard Favre, avec Richard Berry, Béatrice Bonvoisin, Sophie Chemineau, Robin Renucci, Marie-Christine Grudzinski, Alain Lenglet.
● **LE BON PLAISIR.** — Un film de Francis Girod, avec : Catherine Deneuve, Michel Serrault, Jean-Louis Trintignant.
● **2019 APRES LA CHUTE DE NEW-YORK.** — Un film de Martin Dolman, avec Michaël Sokoloff, Valentine Monnier, Anna Kanakis.
● **A LA POURSUITE DE L'ÉTOILE.** — Un film d'Ermanno Olmi, avec Alberto Fumagalli, Antonio Cucciarre, Eligio Martellacci.
● **P'TIT CON.** — Film de Gérard Lauzier, avec Guy Marchand, Caroline Cellier, Bernard Brieux, Saoud Amidou, Josiane Balasko, Daniel Auteuil.
● **LES MOTS POUR LE DIRE.** — Film français de José Pinheiro. Avec Nicole Garcia, Marie-Christine Barrault, Daniel Mesguich.

Horaire les Korrigans

Salle 1 : j.v.l.m., 14 h 15, 20 h 05, 22 h 15 ; s.d., 13 h 50, 16 h, 18 h 10, 20 h 20, 22 h 30.
Salle 2 : j.v.l.m., 14 h 15, 20 h 10, 22 h 20 ; s.d., 13 h 50, 16 h, 18 h 10, 20 h 20, 22 h 30.
Salle 3 : j.v.l.m., 14 h 15, 20 h 10, 22 h 20 ; s.d., 13 h 50, 16 h, 18 h 10, 20 h 20, 22 h 30.
Salle 4 : j.v.l.m., 14 h 15, 20 h 05, 22 h 15 ; s.d., 14 h 05, 16 h 20, 18 h 15, 20 h 20, 22 h 25.
Salle 5 : j.v.l.m., 14 h 15, 19 h 50, 22 h 15 ; s.d., 14 h, 16 h 25, 19 h 50, 22 h 15.
Mardi 25 janvier à 20 h 30 : Soirée-débat avec le réalisateur José Pinheiro après la projection de son dernier film : « LES MOTS POUR LE DIRE ».

● **TIME RIDER.** — Un film de William Dear, avec Fred Ward, Belinda Bauer, Peter Coyote, Richard Masur.
● **ET VOGUE LE NAVIRE.** — Film italien de Federico Fellini, avec Freddie Jones, Barbara Jefford, Elisa Mainardi.
● **RONDE DE NUIT.** — Film de Jean-Claude Missiaen, avec Gérard Lanvin, Eddy Mitchell, Françoise Arnoul, Raymond Pellegrin.
● **CANICULE.** — Film de Yves Boisset, avec Lee Marvin, Miou Miou, Jean Carmet, Victor Lanoux.
● **RETENEZ-MOI OU JE FAIS UN MALHEUR.** — Film de Michel Gérard, avec Jerry Lewis, Michel Blanc, Charlotte de Turckheim, Laura Betti.
● **SHINING.** — Film de Stanley Kubrick, avec Jack Nicholson, Shelley Duvall.
● **RUE BARBARE.** — Film de Gilles Béhat, avec Bernard Giraudeau, Corinne Dacia, Nathalie Courval, Jean-Pierre Kalfon, Michel Auclair, Bernard-Pierre Donnadieu, Jean-Pierre Sentier, Christine Boisson, Pierre Frag.
● **LES DENTS DE LA MER N° 3.** — Film de Joe Alves, avec Dennis Quaid, Bess Armstrong, Simon McCorkindale, Louis Gossett Jr.
● **TCHAO PANTIN.** — Film de Claude Berri, avec Coluche, Richard Anconina, Agnès Soral, Philippe Léotard.
● **UN BON PETIT DIABLE.** — Film de Jean-Claude Brialy, avec Alice Sapritch, Bernadette Lafont, Philippe Clay, Michèle Creton et Paul Courtois.
● **LES MONTY PYTHON A HOLLYWOOD.** — Film de Terry Hughes et Monty Python, avec Graham Chapman, John Cleese, Terry Gilliam, Eric Idle, Terry Jones, Michael Palin, Carol Cleveland et Neil Innes.
● **A NOS AMOURS (Fr.).** — Un film de Maurice Pialat, avec Sandrine Bonnaire, Maurice Pialat, Nathalie Cureghian, Gwénoë Pascal, Cyr Boitard.
● **UN FAUTEUIL POUR DEUX.** — Film de John Landis, avec Dan Aykroyd, Eddie Murphy, Ralph Bellamy, Don Ameche, Denholm Elliott, Jamie Lee Curtis.

A l'affiche
à Nantes

APOLLO

- 1 - 13 h 15, 16 h, 18 h 05, 20 h 10, 22 h 15, + s. 0 h 25 : CANICULE (int. - 13 ans).
- 2 - 13 h 30, 15 h 40, 17 h 55, 20 h 10, 22 h 25 + sam. 0 h 45 : LE BON PLAISIR.
- 3 - 13 h 40, 15 h 45, 17 h 55, 20 h 05, 22 h 15, + samedi 0 h 25 : LES DENTS DE LA MER N° 3 (relief).
- 4 - 13 h 15, 15 h 30, 17 h 45, 20 h, 22 h 15 : BLANCHE NEIGE ET LES SEPT NAINS.
- 5 - 13 h 30, 15 h 40, 17 h 50, 20 h, 22 h 10, + sam. 0 h 20 : TCHAO PANTIN.

COLISEE (14 h, 16 h, 20 h, 22 h)

- 1 - TCHAO PANTIN.
- 2 - LES COMPÈRES.
- 3 - RUE BARBARE.

CONCORDE (1^{er} film : 19 h 45, dim. 14 h ; 2^e film : 21 h 45, dim. 16 h)

- 1 - GEORGIA + TAXI DRIVER.
- 2 - A LA POURSUITE DE L'ÉTOILE + MONTHY PYTHON A HOLLYWOOD.
- 3 - LE RETOUR DE MARTIN GUERRE + HAROLD ET MAUD.
- 4 - A NOS AMOURS + LE SHERIFF EST EN PRISON.

GAUMONT

- 1 - 14 h, 16 h, 20 h 10, 22 h 10 + dim. 18 h : 2019 APRES LA CHUTE DE NEW-YORK.
- 1 - 13 h 55, 16 h, 20 h 05, 22 h 10, + dim. 18 h : P'TIT CON.
- 3 - 13 h 55, 16 h, 20 h 05, 22 h 10, + dim. 18 h : LA TRACE.
- 4 - 14 h, 16 h, 20 h 10, 22 h 10 + dim. 18 h : RETENEZ-MOI OU JE FAIS UN MALHEUR.
- 5 - 13 h 55, 16 h, 20 h 05, 22 h 10 + dim. 18 h : RONDE DE NUIT.
- 6 - 14 h 05, 16 h 30, 19 h 45, 22 h 10 : UN FAUTEUIL POUR DEUX.

KATORZA

- 1 - 14 h, 16 h, 20 h, 22 h : RONDE DE NUIT.
- 2 - 14 h, 16 h, 20 h, 22 h : P'TIT CON.
- 3 - 13 h 45, 16 h, 19 h 45, 22 h 05 : ET VOGUE LE NAVIRE (V.O.).
- 4 - 14 h, 16 h, 20 h, 22 h : LE BAL.
- 5 - 13 h 45, 16 h, 19 h 45, 22 h 05 : SHINING.
- 6 - 13 h 40, 16 h 10, 19 h 40, 22 h 10 : LE GRAND CARNAVAL.

RACINE (14 h, 16 h 30, 20 h, 22 h 20)

- 1 - RETENEZ-MOI OU JE FAIS UN MALHEUR.
- 2 - ET VOGUE LE NAVIRE (V.F.).

ARIEL (14, 16 h 30, 20 h, 22 h 20)

- CANICULE (dolby-stéréo).
- RUE BARBARE.

OLYMPIA (14 h, 16 h, 20 h, 22 h)

- LE BON PLAISIR

CINEMATOGRAPHE

- Mercredi, samedi, dimanche, 14 h, 16 h 30 : UN BON PETIT DIABLE.
- Ts les jours, 21 h : TIME RIDER.
- Mercredi, vendredi, dimanche, mardi, 19 h : LE SYNDROME DE FRED ASTAIRE.
- Jeudi, samedi, lundi, 19 h : IMPOSTURS.



place du
commerce
48.29.95

2019
Après la chute
de New-York

P'TIT
CON

LA
TRACE

RETENEZ-
MOI OU JE
FAIS UN
MALHEUR

Ronde
de nuit

UN
FAUTEUIL
POUR DEUX

DER FREISCHÜTZ
A L'OPÉRA DE NANTES

Pour la première fois à Nantes dans la version originale, **DER FREISCHÜTZ**, opéra en 3 actes de Carl Maria von Weber sur un livret de Johan Friedrich Kind, sera donné pour 4 représentations au Théâtre Graslin, les vendredis 27 janvier à 20 h 30, dimanche 29 janvier à 14 h 30, jeudi 2 février à 20 h 30, et samedi 4 février à 20 h 30.

Le chasseur Max aime Agathe, la fille du garde-chasse Kuno ; celui-ci a promis d'accorder la main d'Agathe au vainqueur d'un concours de tir. Kaspar, qui a pactisé avec le diable, engage Max à utiliser des balles magiques...

Entre Mozart et Wagner, le chef-d'œuvre de l'opéra romantique allemand.

Avec... Norma Sharp, Agathe. De nationalité américaine, c'est en Allemagne que Norma Sharp fit des débuts très remarqués dans les grands rôles féminins de Mozart : Pamina (La Flûte enchantée), Fiordiligi (Cosi fan Tutte), la Comtesse (Les Noces de Figaro), Donna Anna et Donna Elvira (Don Giovanni), Vitellia (La Clémence de Titus).

Quade Winter, Max. Doté de qualités vocales exceptionnelles, le jeune ténor américain fit ses débuts à l'Opéra de San Fran-

cisco dans les rôles de Max du Freischütz et de Florestan (Fidelio/Beethoven). Le difficile rôle d'Hermann dans « La Dame de Pique » (Tchaïkovsky) à Graz lui vaut son premier succès européen.

Kaaren Erickson, Annchen. « L'événement le plus heureux en Europe depuis l'arrivée de Jessye Norman... » écrit la presse allemande après la prestation de Kaaren Erickson au concours international de Bayrischer Rundfunk à Munich en 1982.

Et Frédéric Vassar, Kaspar ; Michel Trempont, le Prince Ottokar ; Pierre Le Hémonet, Kilian ; Frantz Petri, Kuno ; Jean-Jacques Cubaynes, L'Ermitte ; Olivier Hémon, Samiel.

Mise en scène Philippe Godefroid et Jean-Louis Simon. Direction musicale Guy Condet. Orchestre Philharmonique des Pays de la Loire/Chœurs de l'Opéra de Nantes. Décors et costumes Jean-Luc Simonini, réalisés dans les Ateliers de l'Opéra de Nantes.

● Location aux guichets du Théâtre Graslin à partir du 24 janvier, 10 h 30 - 13 h et 14 h - 16 h 30.

● Par téléphone à partir du 25 janvier (40) 89-36-78.

NANTES : au Conseil municipal

UN MILLIARD POUR L'ÉCOLE PRIVÉE

Merci Chauty, on n'est jamais si bien servi que par soi-même. Voilà ce que pouvaient se dire les ultras de l'école privée qui ne ménageaient pas leurs manifestations approbatives lundi soir dans la salle du Conseil.

Le sénateur-maire dut même les appeler à plus de modération. Il y avait de quoi réjouir même la plus coincée des mémères bon chic, bon genre, qui ne reculent pas devant les grossièretés à l'encontre des élus communistes. Près d'un milliard. 970 millions de centimes, un joli magot pour l'école de l'intolérance.

Décidément la droite paye cher les voix de ses supporters. L'ensemble des contribuables en feront les frais, le cadeau aux amis de CHAUTY leur coûtera près de trois points de l'imposition communale.

Les élus de gauche devaient dénoncer cette opération menée au nom du « pluralisme de l'enseignement ».

La majorité réactionnaire du Conseil a même décidé de verser à des écoles qui refusaient les contrats d'associations, un rappel depuis 1980, et verse aussi pour les enfants habitant hors de Nantes et fréquentant « Blanche de Castille » par exemple ! Au moment où les négociations sur les propositions Savary s'engagent et après la décision de la Chambre régionale des Comptes déclarant le forfait communal comme une exigence irrecevable, c'est une véritable provocation.

Mais si les finances de la ville étaient dans une situation si désastreuse, comment justifier l'engagement sur de telles sommes alors que le budget 84 n'a même pas été livré, ne serait-ce que dans ses grandes lignes, à l'approbation du Conseil !

La droite a d'autres amis chers : ce sont les promoteurs. Certes M. Cueille, dans une récente interview à la presse, leur ouvrait d'alléchantes perspectives, promesses tenues. Ils vont pouvoir spéculer sur les terrains que la gauche avait mis

en réserve foncière afin que la collectivité puisse maîtriser le développement du bâti et aménager en équipements socio-culturels, en espaces de plein air... les quartiers.

La direction générale du développement urbain disparaît, les promoteurs privés prendront le terrain...

Le logement social, la droite en fait... ses affaires. M. Pervenche s'attaquait à ce propos

à Michel Moreau qui raconte n'importe quoi dans son bulletin de Conseil général. Les loyers augmentés de 400 % depuis son arrivée à la présidence de l'Office H.L.M., au Bois-Hercé pour M. Pervenche. C'est n'importe quoi ! Et de découvrir que les élus communistes s'étaient opposés au conventionnement, pour un président d'office, il

● Suite page 8.

AGRESSION CONTRE LE SIÈGE DU M.R.A.P. ET L'AMICALE DES ALGÉRIENS

Une déclaration de la section du PCF

La section de Nantes du Parti communiste français élève une solennelle protestation contre les agissements inqualifiables des membres de l'extrême droite.

Le vol de fichier devient dans notre ville une pratique inquiétante de la droite.

Cette nouvelle affaire se poursuit au moment où les grands médias, y compris ceux du service public, ouvrent complaisamment leurs colonnes et micros à un Jean-Marie Lepen.

Au moment où sont orchestrées des campagnes racistes et anticommunistes, au moment où les dirigeants de l'opposition déclarent, comme J. Chirac :

« ... Je préfère de beaucoup m'entendre, ou m'allier (...) avec les gens d'extrême droite qui, au moins, sont des nationaux, plutôt que de m'entendre ou de m'allier avec des communistes qui, eux, représentent pour la liberté des hommes, pour leur dignité, un véritable danger et un véritable fascisme. »

La banalisation du racisme et de l'anticommunisme représen-

tent un véritable danger pour la démocratie, encouragent les factieux comme ceux qui viennent à Nantes de se livrer à cet acte après avoir participé activement à la campagne électorale de la droite.

Comment entendaient-ils utiliser ces fichiers ?

Où peuvent conduire de telles méthodes ?

L'histoire nous l'a que trop enseignée, pour que nous exigions la pleine application de la loi contre de tels délits.

Le racisme n'est pas une opinion mais un délit qu'une loi de 1972 sanctionne.

Répliquer aux campagnes racistes, anticommunistes, exiger notamment de la haute autorité une véritable information respectant le pluralisme de notre société, mais aussi ses règles démocratiques, est un devoir pour tous les démocrates.

Nantes, le 13-01-84.

* Les services de police ont pris en flagrant délit des membres connus de l'extrême droite nantaise.

SOLIDARITÉ AVEC LE SALVADOR

Le vendredi 20 janvier, à 20 h 30, à l'ex-Manufacture des Tabacs, l'Association France-Amérique Latine organise une soirée de solidarité avec le Salvador.

Depuis 1979, 50 000 personnes ont été assassinées dans ce pays. Tant de crimes ne peuvent que susciter l'indignation de tous les défenseurs des droits de l'homme.

Et pourtant quand a-t-on vu ou entendu les Montand, Glucksmann, B.-H. Lévy et les autres condamner ce génocide ? La vision sélective qu'ont de la défense des droits de l'homme les grands moyens d'information dans notre pays fait qu'il est bien rarement question à la radio et à la télévision du Salvador, du Nicaragua ou des luttes des autres peuples d'Amérique Latine.

Ces peuples en lutte exigent le droit de sortir de la misère, d'être libérés de la domination des oligarchies et des multinationales. Ils entendent décider eux-mêmes de leur destin. La volonté de l'impérialisme américain de maintenir cette région sous sa domination attise les conflits. On a vu récemment avec l'invasion et l'occupation de l'île de la Grenade combien Reagan entend imposer une

politique de force dans cette région d'Amérique centrale et des Caraïbes.

Pourtant, malgré le déploiement d'énormes moyens militaires et économiques, l'impérialisme américain ne réussit pas à imposer ses objectifs. C'est ce qui explique le plan que vient de proposer Kissinger — le spécialiste de l'intervention au Vietnam — et qui préconise une augmentation massive et rapide de l'aide militaire U.S.

La révolution du Nicaragua enregistre des résultats malgré l'activité des bandes somozistes dirigées par la C.I.A. Mais les menaces d'intervention directe des Etats-Unis sont réelles et appellent la vigilance de l'opinion internationale.

Au Salvador, la dictature qui ne tient que grâce au soutien massif des Etats-Unis est confrontée à l'avancée des patriotes du FDR-FMLN qui sont à l'initiative politique et militaire.

Notre solidarité doit doubler devant les dangers qui pèsent sur ce peuple dans la mesure où l'administration Reagan persiste à bloquer toute issue politique au conflit et accentue là aussi les menaces d'intervention militaire directe.

Or il n'y aura pas de paix en Amérique centrale tant que le conflit salvadorien ne sera pas résolu, tant que les propositions de dialogue politique formulées par le FDR-FMLN n'auront pas été acceptées.

Comme l'ont affirmé Fidel Castro et Georges Marchais dans leur déclaration commune du 1^{er} janvier dernier, les communistes réaffirment leur pleine et entière solidarité, leur volonté de continuer à agir sans relâche afin que grandisse le vaste et multiforme mouvement de solidarité.

Cette démarche est, de notre part, naturelle. L'internationalisme des communistes s'est forgé hier dans les luttes contre la guerre du Rif, contre les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie, contre la guerre du Vietnam. Il s'est forgé dans les combats contre le fascisme et le nazisme.

Il s'exprime aujourd'hui par notre solidarité militante avec l'ensemble des forces anti-impérialistes qui se battent en Afrique, en Asie et en Amérique Latine — comme au Salvador — pour l'émancipation économique et sociale de leur pays, pour leurs libertés.

Voilà pourquoi les communistes seront présents le 20 janvier à la Manu.

ASSEMBLÉES POPULAIRES

DE NOUVELLES DATES

SECTION DE NANTES

PINSEC (Kanapa), le samedi 25 février à 17 heures.
SECURITE SOCIALE (Croizat), le vendredi 27 janvier, 16 h.
CENTRE VILLE (Moquet), le samedi 4 février à 15 heures.
LA TORTIERE (Le Paih), le samedi 4 février à 17 heures.
BAS CHANTENAY (Chauvin), le vendredi 27 janvier.
SAINTE-ANNE (Taelman), le vendredi 17 février à 20 h 30.
VIEUX-DOULON (Jégo-Legoff), le samedi 25 février.
BREIL (Turpin), le vendredi 20 janvier.
ZOLA (Gorki), samedi 21 janvier.
DOCKERS (Taelman), samedi 28 janvier.

SECTION SAINT-NAZAIRE

MARINS, le vendredi 27 janvier à 16 h. 45.
SNEF, le mardi 24 janvier.
CENTRE VILLE (Ho Chi Min), le vendredi 20 janvier.
ILE D'AIX, le samedi 21 janvier à 17 heures.
PENHOET, le samedi 28 janvier.

SECTION BASSE-LOIRE

CHABOSSIÈRE (Coiffet), le samedi 28 janvier.
CHABOSSIÈRE (Kanapa), le samedi 28 janvier.
COUERON (Taillandier), le samedi 28 janvier.
COUERON (Cachin), le vendredi 27 janvier.
TREFIMETAUX (Croizat), le vendredi 20 janvier.
EDF (M. Paul), le mardi 31 janvier.

SECTION DE REZE

REZE BOURG (Fortin), le samedi 28 janvier à 15 heures.
LES SORINIÈRES (Moquet), le samedi 28 janvier à 19 h.
LA HOUSSAIS (Jouaud), le samedi 4 février à 15 heures.
PONT-ROUSSEAU, le samedi 4 février à 15 heures.
CHATEAU REZE (Audin), le vendredi 27 janvier à 20 h.

SECTION SAINT-HERBLAIN

PREUX (Croizat), le jeudi 2 février.
BELLEVUE (Viaud Kuron), le dimanche 29 janvier.

SECTION SAINT-BREVIN

PAIMBCEUF, le samedi 11 février.
PORNIC, le samedi 21 janvier à 15 heures.
SAINT-BREVIN, le samedi 28 janvier.
LA PLAINE, le samedi 21 janvier à 16 heures.
SAINT-PAZANNE, le samedi 4 février.

SECTION LA MONTAGNE

ST-JEAN-DE-BOISEAU, le samedi 28 janvier à 15 heures.

ORVAULT

PRINTEMPS, le samedi 18 février à 18 heures.
ELSA TRIOLET, le samedi 18 février à 18 heures.

SECTION VAL-DE-LOIRE

ANCENIS, le vendredi 20 janvier à 20 h. 30.

Les secrétaires de section sont invités à communiquer les dates des Assemblées populaires à la Fédération de Loire-Atlantique au responsable J.-Y. COUPEL.

Camarades, faites parvenir aux « Nouvelles » des informations et photos (envoyer le rouleau de la pellicule dès le lundi sans le développer) sur la tenue de votre assemblée populaire (nombre de participants, d'adhésions, ambiance, débat, etc...)

EN JANVIER



SOLDÉS

ALBERT PERD MÊME SA CHEMISE

meubles

ALBERT

45. RUE A. DE MUN SAINT NAZAIRE

du meuble pour tous au meilleur prix

BRISSONNEAU : NON A LA CASSE !

A nouveau, serait-on tenté d'écrire, B.L.M. est frappé par une vague de licenciements.

La Direction de l'entreprise, autrement dit, le groupe Jeumont Schneider demande à l'Inspection du Travail d'autoriser 283 suppressions d'emplois.

Notre Parti, la cellule, appellent les salariés dans leur diversité à riposter, à s'opposer à la casse de l'entreprise, au gâchis des capacités humaines.

Selon la Direction, B.L.M. serait victime de la conjoncture. En réalité, c'est de toute autre chose dont il s'agit comme le souligne le syndicat CGT de l'entreprise.

Sous le vocable « conjoncture », la Direction de l'entreprise se livre à une opération de restructuration. Au travers de ce qui est qualifié de plan social, le potentiel productif est littéralement décapité.

Un ouvrier spécialisé ou professionnel sur deux, si nous laissons faire, serait licencié.

Tous les secteurs sont touchés. En fait, chez B.L.M. le patronat licencie pour « conjoncture » comme chez Talbot, sous le prétexte de « mutations technologiques ».

En fait, nous sommes confrontés dans son application sur le terrain des orientations du CNPF définies lors de son Assemblée générale de décembre.

Nous ne sommes pas désarmés. Notre Parti a défini, lors de son Congrès, une orientation pour réaliser le changement. Cette stratégie

fait que nous sommes aujourd'hui au gouvernement et que, dans le même temps, nous proposons aux salariés d'agir pour l'application des engagements pris en 1981.

Nous agissons pour l'application des engagements réaffirmés dans la déclaration commune du Parti Communiste et du Parti Socialiste, du 1^{er} décembre, rencontre où notre Parti indiquait « qu'il n'y a pas de fatalité de l'accroissement du chôma-

ge et rien ne nous contraint à accepter des suppressions d'emplois sans créations préalables négociées dans le groupe ou la région.

Des propositions formulées en 1977 par G. Marchais à Saint-Nazaire au discours de M. Gremetz en novembre 83 à Nantes, le même fil conducteur nous guide.

Nous luttons pour une industrie navale forte, tous les experts s'accordant pour dire

que dans la décennie à venir, le fret par voie maritime connaîtra une forte progression.

Allons-nous nous satisfaire d'un fret français équivalent seulement de 35 % à 50 % du fret global du pays.

Allons-nous renouveler la flotte française ou en rester à l'état « d'un constat du vieillissement des navires français ? ».

Autant de propositions et solutions que le Parti Communiste Français a défendu

sous le mot d'ordre « construisons et transportons français ».

Oui, nous continuons aujourd'hui notre lutte, et dans cette démarche, nous prenons en compte la défense de l'emploi dans les entreprises satellites de la Navale.

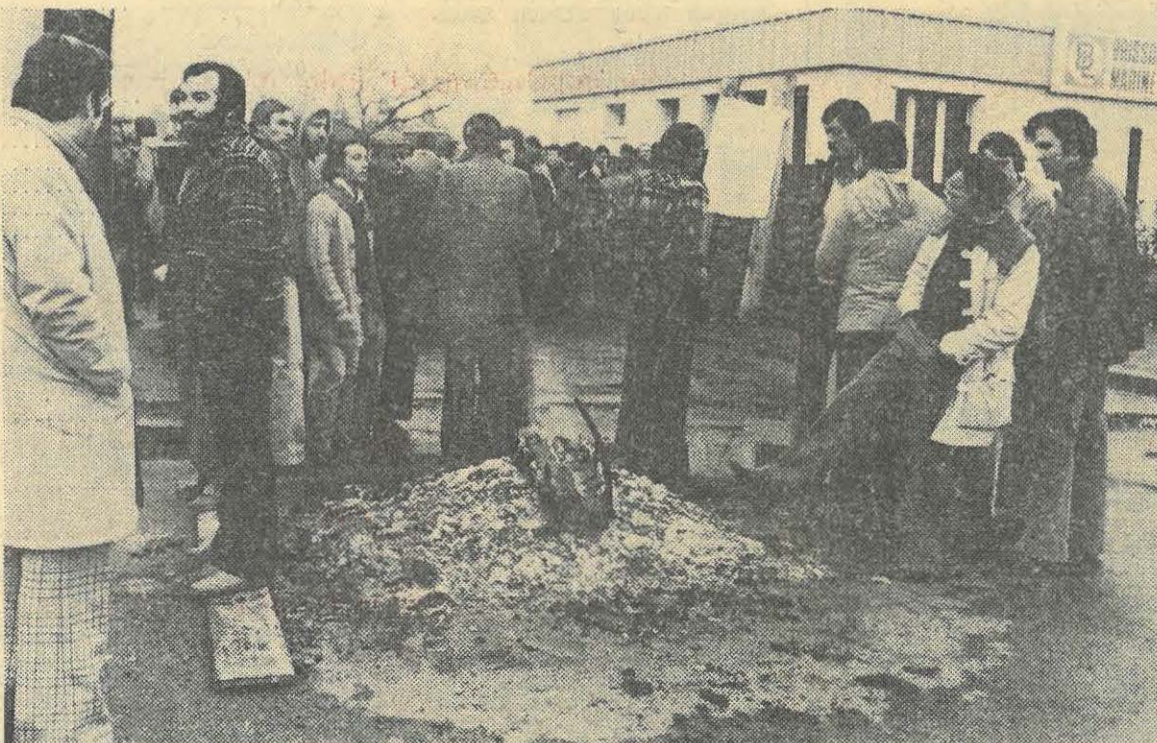
Oui, nous nous prononçons pour une politique de l'emploi dynamique, une croissance forte. Nous soutenons les propositions du syndicat CGT pour un investissement important au niveau de la recherche, proposition déjà formulée en 1979, mais non prise en compte par la Direction.

Dans cette situation, nous refusons les licenciements, ce que nous exigeons, c'est que le patronat investisse dans la formation des hommes, l'application de mesures sociales notamment la réduction du temps de travail sans perte de salaire.

Les communistes disent non à la casse de l'industrie, ils vous appellent à agir avec le Parti Communiste, à le renforcer, pour mettre en échec l'offensive du patronat et des forces réactionnaires qui font de l'emploi une arme de destabilisation politique.

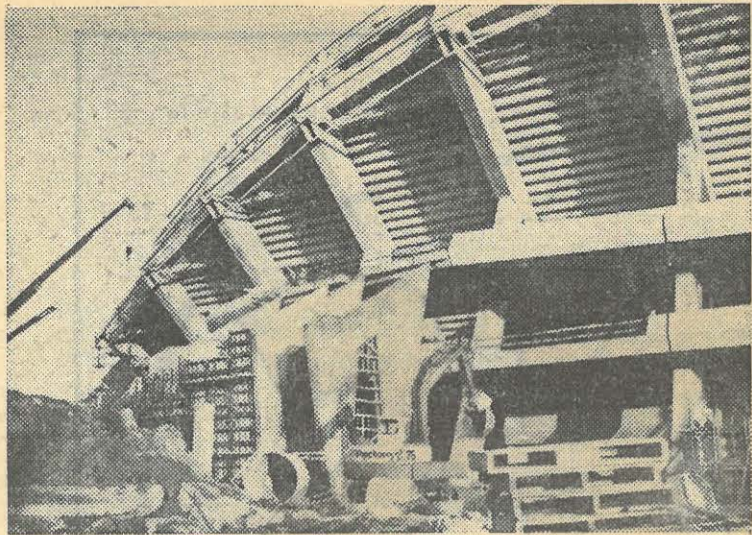
Ils vous appellent à renforcer le Parti Communiste pour que dans le gouvernement, la fermeté politique l'emporte : — en prenant les dispositions qui s'imposent à l'égard du patronat et des forces de droite.

L'atout décisif étant un Parti Communiste plus fort.



Lors d'un conflit précédent les travailleurs de Brissonneau Lotz Marine occupant l'entreprise

Serge DOUSSIN
Cellule Anne Godeau



Bâtiment et Travaux Publics

Une étude de l'Union Locale
C.G.T. de Nantes

Dans le cadre d'une série d'études économiques concernant l'activité de notre région, l'Union locale C.G.T. s'est intéressée, avec la participation de divers syndicats de ce secteur, à la situation économique dans le bâtiment, les travaux publics et les branches annexes.

L'EMPLOI

La dégradation considérable de l'emploi a retenu l'attention des syndicalistes C.G.T. (une perte d'environ 7 500 salariés en quelques années pour notre seul département et la chute s'accélère) et les nécessités en équipement telles que :

— **LES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES**, notamment les pénitantes et le contournement de Nantes, le franchissement de la Loire à Cheviré, les participants ont souligné la lourde responsabilité de M. Chauty, maire de Nantes, dans les retards apportés à la réalisation de ce projet, projet qui avait déjà obtenu son financement.

— **LES GRANDS EQUIPEMENTS**, avec la construction sans tarder de la centrale nucléaire en Basse-Loire et la construction en premier lieu d'un quai permettant à E.D.F. de réaliser les manutentions lourdes pour l'acheminement des équipements de la centrale de Civaux.

— **LE LOGEMENT** : reprise d'un programme de logements locatifs H.L.M. Réhabilitation de

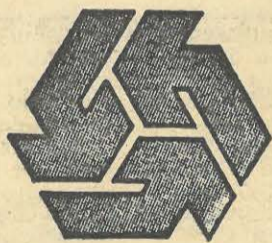
l'habitat avec un programme ambitieux permettant d'arrêter la dégradation de certains quartiers de Chantenay par exemple.

La disparition des P.M.E. par le truchement des fusions, des absorptions ou des liquidations pures et simples, conduit à une dégradation technique qui, à court terme, rend la profession incapable d'assurer sa vocation. Il en résulte une situation de monopole de groupes nationaux, ce qui facilite les ententes sur les prix. Les représentants du syndicat C.G.T. de l'Équipement indiquaient que pour une même affaire les prix allaient du simple au double. Ils faisaient aussi état de la nécessité d'intervenir sur la répartition des aides publiques qui, actuellement, sont presque systématiquement raflées par quelques lotisseurs au détriment, en outre, des particuliers.

CONCENTRATION ET POLITIQUE DES MODÈLES

Les grands groupes nationaux ne se contentent pas de réduire à néant les potentialités locales par la concentration, ils accentuent leur pression dans l'application de la politique des modèles ainsi que dans le choix des composantes; de ce fait, ils contrôlent l'ensemble de la construction et cela non pas par souci d'améliorer la qualité, mais uniquement la rentabilité

(Suite page 8)



Bretagne Loire Equipement

notre société
développe son activité
dans les Pays de Loire

Études, Fournitures, Equipements
pour Collectivités locales,
Comités d'entreprises, Associations
Immeuble « FORUM »
48-50, rue Braille
56100 LORIENT
Tél. 97/21.65.71

EN BREF - EN BREF - EN BREF -

● Au Port Autonome Nantes-St-Nazaire, les personnels ont à nouveau fait grève au début de la semaine et manifesté devant le siège à l'appel de la C.G.T. Cette manifestation entre dans le cadre des journées d'action décidées au plan national pour obtenir le maintien du pouvoir d'achat, l'ouverture de négociations sur la réduction du temps de travail, la révision de la grille des salaires, etc... et l'embauche de nouveaux travailleurs.

● A « Technisol » à Savenay (calorifugeage), la direction menace de licencier 18 salariés sur 36. Le Syndicat de la Construction C.G.T. dénonce la manœuvre patronale, qui voudrait en faire un « licenciement économique », alors que les travaux de calorifugeage de la tranche 5 de l'E.D.F. à Cordemais sont à peine commencés. Jeudi dernier, le personnel manifestait à Savenay, au siège local de l'entreprise.

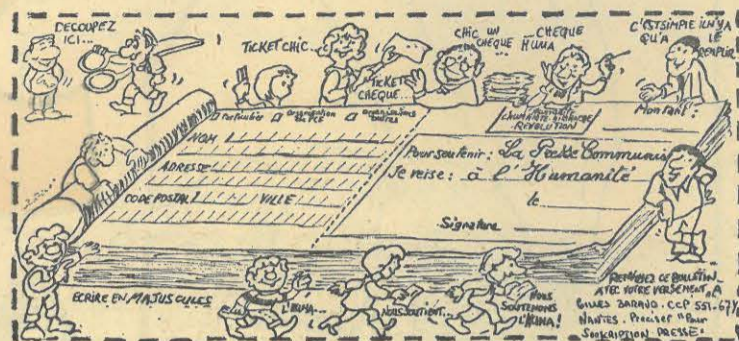
● A la « S.E.T.I.P. » à Donges, les travailleurs avec leur syndicat C.G.T. refusent la suppres-

sion du poste de dessinateur. Cette entreprise qui emploie 25 salariés titulaires et quelques intérimaires, est spécialisée dans le « pétrole » et le « nucléaire ».

● Au Centre Régional d'Informatique des Impôts, à Nantes, une grève a éclaté jeudi de la semaine passée, à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T., de F.O. et du S.N.U.I., pour protester

contre les sanctions prises à l'encontre de huit employés. Cette grève a été suivie par 70 % du personnel.

● Chez « Beghin-Say » à Nantes-Chantenay, un débrayage de quatre heures a été observé jeudi dernier. Le personnel revendique le rattrapage du pouvoir d'achat et le maintien des avantages acquis sur le système de prévoyance.



SOUSCRIPTION NATIONALE POUR LA PRESSE COMMUNISTE

14^e LISTE (arrêtée au 17-01-84)

Report : 66 361,15 F

NANTES		Report : 66 361,15 F
Rapetti Lucien	100,00 F	
Guevoneux Gérard	200,00 F	
Potiron J.	100,00 F	
Cl. Jouatte	500,00 F	
Cellule R.G. Cadou, Longchamp C.D.H.	200,00 F	
Russon	20,00 F	
Lebreton	20,00 F	
Chevalier	50,00 F	
Le Brun	20,00 F	
Anonyme	20,00 F	
Francine et Georges Le Gall	50,00 F	
Cellule Godeau, P.T.T.	300,00 F	
Cellule Rutigliano : Mazzorana-Kremer	100,00 F	
Baranes P.	100,00 F	
Raymonde Quéhen	100,00 F	
LA CHAPELLE-SUR-ERDRE		
Le Cœur Jacques	200,00 F	
CHATEAUBRIANT		
Michel Laisné	25,00 F	
Paul Cheney	20,00 F	
Cellule Michel : collecte de Michel Martin	130,00 F	
BASSE-LOIRE		
Cellule Timbaud : Guillou Yvon	110,00 F	
Cellule Billoux : Chebrou Yves	50,00 F	
Cellule Thorez	150,00 F	
Lamis Titine	500,00 F	
PORNIC		
Raymond Guibert	50,00 F	
LA BAULE		
Villoury Alexandre	100,00 F	
D. E.	100,00 F	
REZE		
Cellule Adam : Gérard Guittenit	100,00 F	
Jallu Jean-Paul	100,00 F	
SAINT-NAZAIRE		
Cellule Adolphe Mouvry, Aérospatiale	1 800,00 F	
Joseph Paton	300,00 F	
Soria Manuel	100,00 F	
Leclair Roger	100,00 F	
Dallerac Roger	100,00 F	
Gonzalez Jean	100,00 F	
Cadoret Monique	100,00 F	
Picaud Michèle	50,00 F	
Picaud Daniel	50,00 F	
M. et Mme Rastel Gérard	270,00 F	
VAL DE LOIRE		
Section	500,00 F	
LE CROISIC		
Gilbert David	100,00 F	
SECTION BRIERE		
Hubert Delahaie	500,00 F	
Total 14^e liste :		7 585,00 F
A reporter :		73 946,15 F

UNE LETTRE DE LA "CHAMAILLE"

« LA CHAMAILLE »
remercie la section
de Nantes du P.C.F.

Madame, Monsieur,

Nous avons été très touchés par le soutien que vous avez bien voulu apporter au Théâtre La Chamaille, victime d'une censure de la municipalité nantaise.

Vous vous êtes, par cela, associé à tout un mouvement d'opinion, tant de la part de notre public que de celle de la profession, refusant qu'une entreprise théâtrale de onze années soit abattue de la sorte, alors que son audience va grandissant.

Dans l'espoir d'une rencontre prochaine, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les plus cordiaux.

Les sociétaires
du Théâtre La Chamaille :
Cl. HUNAULT, Y. LAPOUS,
H. TOUGERON, R. VASSEUR.

France - URSS communiqué :

Le service « Voyages » du Comité de Nantes organise, du 23 mai 1984 au 2 juin 1984, un voyage en 1^{re} classe, avec départ et retour à Nantes - Château-Bougon, pour visiter trois grandes villes d'Union Soviétique :

Moscou, Kiev, Leningrad.
Pour tous renseignements et inscriptions, prière de téléphoner au 65-28-58.

Secours Populaire

Le Secours Populaire Français, Comité de Nantes, organisera des braderies de vêtements en parfait état, de 5,00 F à 50,00 F, les :

— Jeudi 2 février 1984, de 8 heures à 17 h 30 pour les adultes
— et mardi 21 février, de 8 heures à 17 h 30, pour les enfants et adolescents.

Dans son local, 22, quai Ernest-Renaud, 44100 Nantes. Les sommes recueillies lors de ces deux braderies permettront au Comité de Nantes du Secours Populaire Français de poursuivre ses œuvres de solidarité.

ADRESSEZ VOS VERSEMENTS A LA FEDERATION
DU P.C.F. - 41, rue des Olivettes - 44000 NANTES
C.C.P. GILLES BARAUD 551-67 Y NANTES

STADE DE LA BEAUJOIRE

A l'issue de leur visite du chantier du nouveau stade le 12 janvier 1984, nous sommes conduits à mettre publiquement l'accent sur divers aspects de la situation, et en particulier sur des interrogations, déclarait Paul LE GUILLOUX, au nom des élus communistes de l'agglomération nantaise.

Un rappel tout d'abord : nous estimions en 1982 et nous estimons toujours que ce nouveau stade correspond à un certain nombre de besoins dépassant d'ailleurs largement le cadre de l'agglomération. Il y avait donc, début 1982, opportunité à investir dans un tel équipement. Dans d'autres villes, il en allait de même à Saint-Etienne, Lens, Strasbourg, Lyon, Marseille.

Nous avons donc, avec la majorité du Conseil municipal de l'époque, choisi le projet qui

apparaissait le mieux adapté et qui, loin de n'être qu'un « simple coup de crayon » comme le prétend M. Chauty, avait été longuement examiné par un jury assisté de commissions composées d'architectes, de techniciens, d'usagers, de la FFF, du FCN, des services de la Jeunesse et des Sports, de la Sécurité et de la Police.

Notre accord était assorti des points suivants, exposés devant le Conseil municipal de juin 1982 :

1°) La discussion sur l'enveloppe n'était pas entre 70 ou 83 millions, sachant qu'en francs courants, fin de chantier, il s'agirait plutôt de 130 millions.

2°) Une véritable question était celle de la répartition du financement entre ville de Nantes, département(s), région, éventuellement agglomération. Nous avons été — et restons — les seuls à mettre l'accent sur cette question.

3°) Pour l'avenir, il était entendu que le F.C.N. participerait à sa manière en ne demandant plus la (ou les) subvention(s) annuelle(s).

D'autre part, il était prévu une politique réellement populaire de tarification, le prix étant proche de celui de la place de cinéma.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Tout d'abord, nous avons le sentiment, après la visite de ce chantier impressionnant, que ce stade remarquable ne sera pas tout à fait le même que celui que nous avions choisi en juin 1982 : les sièges sont plus larges, les places pour handicapés sont passées de 40 à 159, élargissant de 2 m 50 la tribune Ouest les cabines pour la télévision ont été modifiées il y a une deuxième sortie pour les officiels, l'espace sous la tribune Ouest a été aménagé, et les circulations piétonnes autour du stade sont passées de 5 à 15 mètres de large.

Notre question est triple : où a-t-on décidé, quand et de quel droit ?

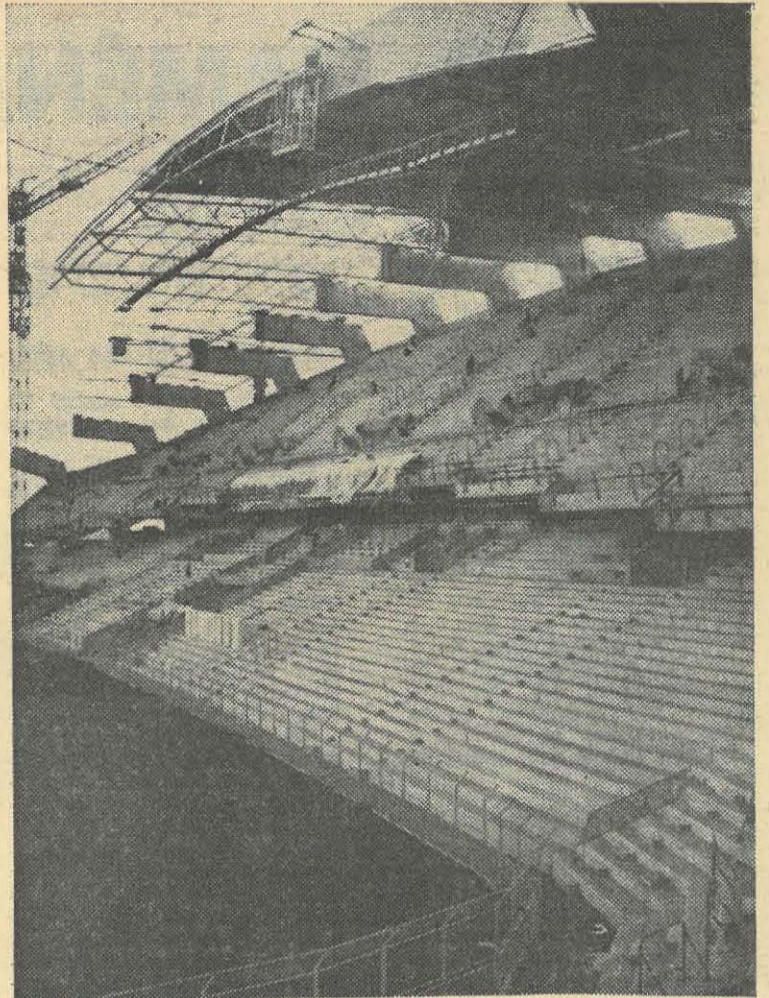
Une réponse s'impose, car il ne s'agit manifestement pas d'aménagements mineurs, ce qui nous fait dire que cela ressemble trop à une remise en cause de la décision du jury.

La seconde série d'interrogations porte sur les fameux « retards ».

Après de tristes manœuvres destinées à semer l'inquiétude, M. Chauty et son équipe disent aujourd'hui que l'échéance (Championnat d'Europe des Nations) sera respectée. Nous nous en réjouissons, mais il reste des points obscurs :

— Est-il vrai que le marché n'aurait été notifié que le 21 septembre 1982 le jury du concours avant prévu fin juin et, dans l'affirmative, pourquoi ?

— Est-il vrai que le Bureau d'études techniques, le CERA, ait pris au départ un retard



Le stade en construction - La tribune Ouest

considérable ?

— La municipalité — ou ses services techniques — a-t-elle envisagé un retard du fait des modifications ?

— La municipalité a-t-elle, aujourd'hui, aux intempéries près, une idée de la date de « livraison » du stade, compte tenu des délais entre la fin des travaux et la possibilité d'utiliser le stade après autorisation des Commissions et Services compétents ?

Il faut faire la clarté sur toutes ces questions, de même que sur celle de savoir si, à un moment ou à un autre, la municipalité a donné son accord pour l'accélération des travaux.

Cela conduit évidemment à la question de la justification ou non des « dépassements », sur lesquels nous porterons une appréciation quand il aura été répondu à nos questions.

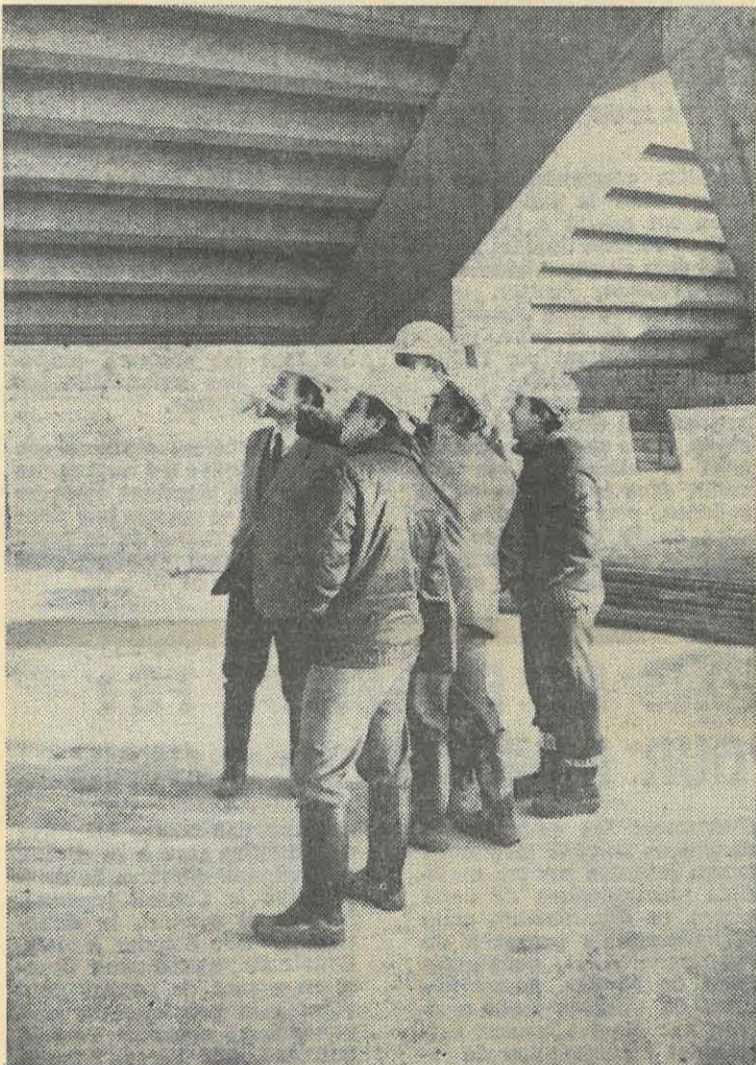
Pour nous, ce qui pose problème par rapport aux intérêts de la population nantaise, c'est l'attitude de M. Chauty et de l'actuelle municipalité : jusqu'où comptent-ils aller dans le refus

de relancer notre économie, avec l'aide active du patronat, en refusant d'investir, en remettant systématiquement en cause les projets d'équipements importants, ou en les freinant le plus possible : le tramway, le franchissement de Cheviré, le nouveau stade le réseau de chaleur...

Un chantier qui se termine nous fait toujours penser à l'avenir. Cet avenir c'est, très concrètement celui des travailleurs des entreprises, celui de l'outil de production, celui des Nantais.

Nous ne sommes pas d'accord avec la gestion frileuse de M. Chauty et de ses amis de droite. Il y a de nombreux besoins à satisfaire. Certains besoins nouveaux apparaissent. Le BTP comme les autres branches de notre économie, peuvent également se développer, mais à condition que soit menée à tous les niveaux une politique tournée vers la satisfaction de ces besoins.

Nantes, le 12 janvier 1984.



Une partie de la délégation autour de l'architecte M. Agopyant

BLUES ET ROCK AVEC LE GROUPE ÉBAUCHES

Le samedi 28 janvier
à 21 heures

FERME DE LA BUGALLIERE
- ORVAULT -

Procurez-vous le bon de soutien, 15 F, donnant droit à l'entrée - Organisé par les cellules d'Orvault du Parti Communiste Français

LES P.T.T. AVAIENT BIEN DISTRIBUÉ DES TRACTS EN FAVEUR DE L'ÉCOLE PRIVÉE

Dans un courrier à Louis Mexandeau, ministre des PTT Michel Moreau se faisait l'interprète d'usagers surpris d'avoir reçu dans des plis non affranchis de tracts appelant à la manifestation de l'école privée.

Monsieur le Conseiller
Général,

Par lettre en date du 28 octobre 1983 vous avez appelé l'attention de M. le Ministre sur le rôle joué par le service public des PTT utilisant son service de distribution des imprimés sans adresse pour la diffusion d'une partie des tracts édités à l'occasion de la récente manifestation en faveur de l'enseignement privé qui s'est déroulée à Nantes le 22 octobre dernier.

De l'examen des faits, tout d'abord, et après enquête auprès du service départemental intéressé, il ressort qu'une

diffusion non adressée a bien été effectuée en octobre par les services postaux sur quatre communes de Loire-Atlantique (ligné, Sainte-Luce, Issé et La Chapelle-Blain) pour un total de 2.633 imprimés, le département comportant 383.777 foyers.

Ces distributions ont été effectuées, conformément aux instructions relatives à la distribution émanant de groupements d'opinion divers et n'ont donné lieu à aucun incident.

Il est à signaler que des distributions similaires ont été opérées également, à la même période, sur les foyers non couverts par le service postal, par des sociétés privées, dans le cadre normal de leur activité.

Sur le plan des principes ensuite, il est important de signaler que la Poste adopte et a toujours adopté en la matière, une attitude de stric-

te neutralité, excluant par conséquent de sa part tout jugement sur l'opportunité de distribution du message, sauf lorsque le contenu de ce dernier contrevient aux lois pénales.

J'ajoute enfin qu'en ce qui concerne les distributions à caractère strictement politique, les principes précédents sont toujours rigoureusement respectés et appliqués notamment lors de la diffusion des bulletins municipaux ou cantonaux et des professions de foi élaborées par les candidats lors des différentes consultations électorales...

Directeur de la publication :
Maurice ROCHER
41, rue des Brosses - NANTES
Imprimerie commerciale
32, boulevard Jeanne - RENNES
C.P.P. 92 987

POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA LOIRE

L'EPALA EST NÉ

Le 13 janvier 84, l'EPALA (Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses affluents) est donc officiellement né à Orléans.

Se bornant à noter ce fait, la presse quotidienne ne lui a pas consacré une place correspondant à sa réelle importance.

Notons par exemple — par-delà les objectifs élevés que se fixe l'EPALA — que pour la première fois il s'agit d'un organisme réellement pluraliste où les communistes sont présents à tous les niveaux. Ainsi, notre camarade Pierre Goldberg, maire de Montluçon, est vice-président; nos camarades Faivre (Saône-et-Loire) et Jean-Pierre Brémont (Rezé) sont membres du bureau.

Cette participation à des postes de responsabilité (tout comme le fait que nos camarades J. Vigier, maire honoraire de St-Pierre-des-Corps, et Maurice Rocher, conseiller municipal de St-Nazaire, étaient présents) illustre la volonté qui a animé les communistes depuis de nombreuses années pour s'attaquer à ce problème. Rappelons au passage le dépôt d'un projet de loi visant notamment à l'aménagement intégré de la Loire.

Peu avant cette mise en place officielle, nous avons demandé à Pierre Goldberg quelle était son opinion sur cette importante question.

« Nous avons tous aujourd'hui au moins deux points communs, nous a-t-il déclaré : élus du peuple, nous sommes riverains, sinon de la Loire, du moins de l'un de ses affluents.

Cela représente un territoire considérable — 21 % de la superficie de la France — peuplé par de nombreux habitants, le septième de la population française. Ce sont les intérêts de cette population, dans toute sa diversité, que nous représentons, sur la base d'un dénominateur commun : l'eau, élément source de vie.

Plus long fleuve de notre pays, la Loire est aussi le plus

irrégulier, avec des crues redoutables et des étiages famélicques.

TROP D'EAU, OU PAS ASSEZ

Voici le dilemme auquel les habitants du bassin ligérien sont confrontés.

Trop d'eau, et c'est le danger des crues. Terrible épée de Damoclès qui pèse sur la vie d'un million de riverains de la Loire et de ses affluents. Le fait qu'aucune grande catastrophe ne soit survenue depuis 1866 ne doit pas faire illusion, le danger existe. D'ailleurs, la crue de l'automne 1980 en Haute-Loire a montré qu'il fallait être constamment vigilant.

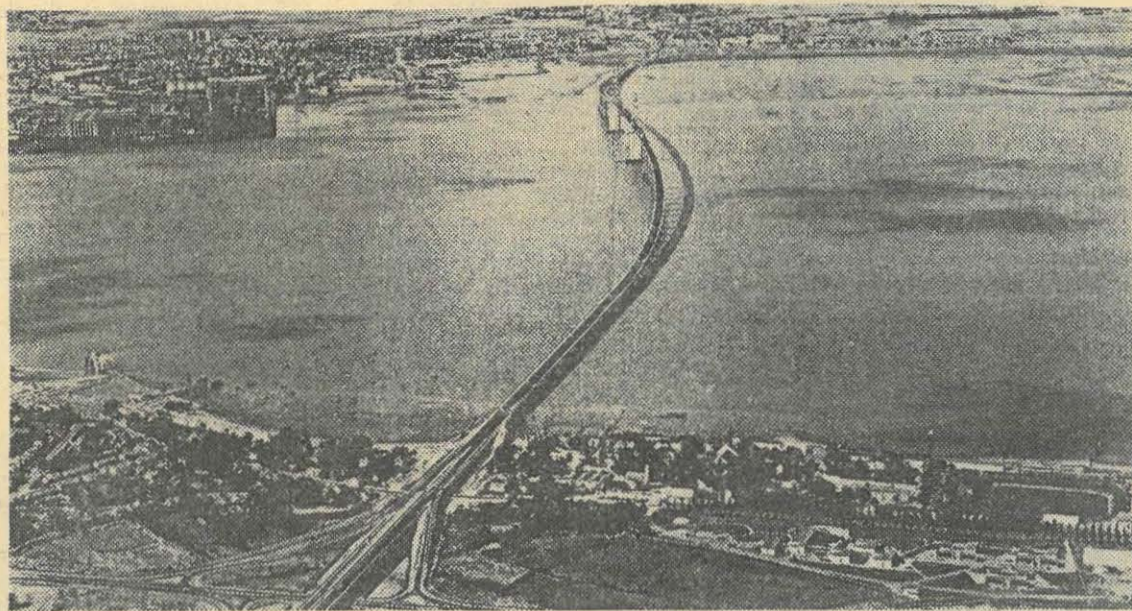
Pas assez d'eau, et c'est aussi la catastrophe pour les populations, pour l'activité économique, tant industrielle qu'agricole. Vous permettrez, j'en suis sûr, au maire de Montluçon, d'évoquer le souvenir de la sécheresse de 1976, qui a vu notre ville et son agglomération à la veille de ne plus pouvoir répondre aux besoins en eau. Or, l'on sait que s'il est possible de vivre quelques jours sans manger, nul ne peut se passer de boire. En outre, l'eau est un élément de base indispensable pour l'activité économique.

Se pose donc le problème de la maîtrise des eaux de la Loire et de ses affluents et, au-delà de la protection et de l'aménagement du bassin ligérien, qui dépasse la réalisation des ouvrages indispensables.

Un de ces ouvrages, Naussac, est réalisé dans sa première phase, un autre, Villerest, sera en service au mois d'avril. Mais il reste encore à réaliser.

Voici déjà quatre ans, en décembre 1979, les députés communistes avaient déposé un projet de loi, dont j'étais co-signataire et qui tendait à l'aménagement de la Loire, envisagé sous tous ses aspects et à réaliser à partir de la concertation, de la participation décentralisée des élus.

Nous nous félicitons donc de la constitution de l'EPALA, qui



La Loire achève ici son cours après avoir irrigué de nombreuses régions

a pour objet — je cite l'article 4 des statuts — « de réaliser ou de faire réaliser les études, la construction et l'exploitation des ouvrages publics ainsi que les aménagements destinés sur les cours de la Loire et de ses affluents à : assurer la protection contre les inondations, améliorer le régime et la qualité des eaux, favoriser le développement des activités économiques et la protection de l'environnement dans le respect des compétences des collectivités territoriales intéressées et dans le respect des options régionales. »

Toutes les collectivités dont

les élus communistes ont la charge dans le bassin de la Loire ont adhéré à l'EPALA.

Nous sommes donc ici aujourd'hui dans un esprit constructif, pour réaliser, équiper, gérer dans l'intérêt des populations du bassin de la Loire, préoccupés uniquement par l'efficacité à leur service.

Au-delà des ouvrages à réaliser, qui sont absolument nécessaires, il y a aussi à progresser dans le réseau d'alerte des crues, dans la lutte contre la pollution, pour la qualité des eaux de la Loire et de ses affluents. Plus largement encore, c'est le développement écono-

mique de nos régions qui est en cause.

Pour toutes ces raisons, et parce que pour nous le pluralisme n'est pas un vain mot, nous considérons qu'au sein de l'EPALA il faut que soit assurée la place de tous les courants et de tous les secteurs géographiques, des collectivités de toute importance.

Nous espérons d'ailleurs que les collectivités qui ne l'ont pas encore fait viendront rejoindre le syndicat et prendre leur place dans la réalisation de ce grand dessein qu'est l'aménagement du bassin de la Loire. »

LES FÉDÉRATIONS DU PCF ET DU PS : TOUT FAIRE POUR MOBILISER LES GENS

(Suite de la page 1)
l'investissement a reculé de plus de 10 %, le taux de pénétration du marché français par la concurrence étrangère est passé de 26 % à 35 % et qu'il était donc « grand temps de réagir » pour s'attaquer à cette situation.

Elles ont par ailleurs dénoncé les campagnes de calomnies de la droite, l'intensification de l'activisme de l'extrême droite, l'escalade dans les propos outranciers tenus par les leaders de la droite dans ce département.

Face à cette situation politique et conscientes des nécessités économiques de l'heure, les deux fédérations ont donc décidé d'entreprendre conjointement une série de démarches en premier lieu au sujet de la navale, celles-ci visant « à placer chaque décideur devant ses responsabilités : armateurs, affréteurs, port autonome, directions locales, Ministères concernés, D.A.T.A.R. D'autres initiatives en direction des travailleurs pourront compléter ce dispositif ».

Par ailleurs, les deux fédérations ont renouvelé leur exigence « de voir lancer pro-

chainement les programmes de grands travaux trop longtemps retardés par les majorités réactionnaires de cette région, ce département, cette agglomération : poursuite de l'autoroute A 11, contournement de Nantes, franchissement de Cheviré, lycée agricole, axe Nantes-Rennes, création et réhabilitation de logements sociaux... »

Enfin il sera procédé à « un examen rigoureux de l'avancée de la mise en application des Nouveaux Droits des travailleurs ».

Une présentation d'ensemble et détaillée sera faite lors de « journées d'information » en prenant des cas concrets sur les entreprises du département.

Les deux fédérations « marquent ainsi concrètement leur volonté d'assumer ensemble les applications de la politique gouvernementale et ceci conformément à l'accord de juin 1981 ».

Au cours de cette conférence de presse, notre camarade Gilles BONTEMPS, qui conduisait la délégation de la fédération du P.C.F., devait insister sur la nécessité d'in-

tensifier une contre offensive constructive face à la droite. Il soulignait combien la droite, avec le Conseil régional, le Conseil général, la direction de ville comme Nantes, tentait de transformer ceux-ci en autant de contre-pouvoirs à la politique du gouvernement; combien avec le patronat, elle casse, retarde tout ce qu'elle peut, tout en faisant preuve d'une agressivité renforcée. « Elle s'attaque aux institutions, au Président de la République. A Nantes, elle débaptise la rue Maurice THOREZ et pour ne pas être en reste des offensives de Giscard et Ponia-towski, Olivier GUICHARD, dans « Presse-Océan », qualifie le Premier Ministre d'es-croc ».

De son côté, montrait-il, « le patronat ne reste pas l'arme au pied. Il faut donc faire barrage, valoriser le bilan, dire ce qui reste à faire pour poursuivre la politique décidée en 81, pour solutionner les grands problèmes qui se posent au pays. Cela nécessite l'intervention des travailleurs. Il nous faut donc mobiliser tous ceux qui veulent que la gauche réussisse ».

10 - 11 - 12 FÉVRIER
VENTE GEANTE
AVEC « L'HUMANITE-DIMANCHE »

RIPOSTE A
L'ANTICOMMUNISME

C.D.H. - Membres du Comité Fédéral, des Comités de section, bureaux de cellules

TOUS SUR LE PONT !

Bâtiment et Travaux Publics

Une étude de l'Union Locale

C.G.T. de Nantes

(SUITE DE LA PAGE 6)

justement au détriment de la qualité.

Certains ne sont-ils pas obligés d'ailleurs, pour redresser leur image, d'utiliser comme slogan publicitaire que la maison qu'ils construisent est une maison de maçon !!!

Le patronat de la Construction porte une lourde responsabilité dans la détérioration de la profession, notamment par une politique de bas salaires qu'engendre une déqualification compromettant l'avenir.

LES MOYENS D'EN SORTIR :

Pour la C.G.T.,
— C'est le relèvement des

salaires et du pouvoir d'achat,

— la relance de la construction conforme aux besoins de la population et ce, dans tous les domaines,

— une formation professionnelle de qualité,

— une véritable garantie de l'emploi avec une protection sociale prenant en compte les particularités de notre industrie.

L'Union locale C.G.T. annonce qu'elle va prolonger cette première réflexion sur les B.T.P. par une série d'études sur l'habitat social, la réhabilitation des logements, la spéculation foncière et l'utilisation des fonds publics destinés à la construction.

(Suite de la page 3)

faut le faire, il a une excuse, il n'a jamais habité une H.L.M.

Mais la palme de la soirée reviendra peut-être à M. Deshayes, ce brave maraîcher qui a voté sans sourciller l'achat de terrain afin d'agrandir le MIN d'entrepôts pour l'importation d'agrumes, notamment des tomates du Maroc. Il est vrai qu'il est plus soucieux de voir comment on va faire du fric avec les terres que des recettes rémunératrices pour ceux qui travaillent la terre. Tant pis pour les petits.

Puisque nous en sommes à Doulon, sachez que le réseau

de chaleur lié à l'installation de l'usine d'incinération est un dossier qui a été une nouvelle fois retiré de l'ordre du jour, comme c'est le cas à chaque Conseil depuis le mois de mars. En attendant on empilera les ordures ménagères sur une nouvelle couche, prairie de Mauves et le coût du réseau de chaleur lui aussi se gonflera d'au moins le taux de l'inflation.

Revenons à l'enseignement pour remarquer avec Paul Le Guilloux que si l'on est généreux avec l'école privée, lorsqu'il s'agit de l'enseignement public, c'est l'austérité pour les crédits alloués aux travaux d'entretien

des lycées et collèges, surtout pour ceux de la périphérie, car les lycées du centre se taillent la plus belle part... politique de classe !

Il y aurait bien d'autres exemples qui caractérisent l'orientation de cette nouvelle municipalité au travers des dossiers soumis lundi soir aux élus.

Relevons pour conclure que le sénateur-maire s'est refusé à condamner clairement et à soumettre un vœu à l'assemblée communale protestant contre les menées racistes d'individus de l'extrême droite dans notre ville.

J.C.